



grecque et parlent le grec, le reste étant en majorité d'origine turque, souhaite l'union de Chypre à la Grèce. Ils maintiennent que, dans un plébiscite libre organisé, par exemple, sous les auspices des Nations Unies, la majorité des Chypriotes opterait pour le rattachement à la Grèce. En saisissant l'Assemblée de la question, le Gouvernement grec cherche évidemment à fournir aux insulaires une occasion de se prononcer dans ce sens.

### Position du Royaume-Uni

Repoussant les efforts des Grecs pour organiser une discussion sur le statut de Chypre, le Gouvernement du Royaume-Uni a maintenu qu'étant donné que la souveraineté du Royaume-Uni sur Chypre est solidement établie du point de vue du droit international, il n'appartient pas à des tierces parties de mettre en question le statut de l'île. Des porte-parole du gouvernement ont exprimé le regret que Chypre soit devenue une cause de désaccord entre le Royaume-Uni et la Grèce. Ils ont insisté sur l'importance capitale de Chypre pour l'exécution par le Royaume-Uni de ses obligations en Méditerranée orientale, affirmant qu'il ne peut s'en acquitter efficacement qu'à la condition de garder l'entière administration de l'île. Le Royaume-Uni a réfuté les allégations de certains extrémistes au sujet des conditions qui règneraient à Chypre et il a attiré l'attention sur les avantages matériels importants que l'occupation a valu aux Chypriotes de même que sur les réformes constitutionnelles qui, réalisées méthodiquement, ne peuvent qu'aboutir à l'autonomie de l'île.